

Try  
**Black Horse**  
ALE  
100 Years of Brewing  
experience behind it

# The Labor World



# Le Monde Ouvrier

Drink  
**DOW'S ALE**  
Standard of Strength  
and Quality

Rédaction et administration: 9 et 11, rue Saint-Paul Ouest.

"INSTRUIRE ET AMELIORER"

Tél.: Lancaster 5361 — Le numéro: CINQ CENTS PARTOUT

## Pas d'immigration à outrance

Il est un fait bien connu, qu'il est impossible de contenter tout le monde, ce qui fait l'affaire de l'un est contre l'intérêt personnel de l'autre. Nous en avons la preuve, une fois de plus, dans les critiques qui s'élèvent de temps à autre à l'endroit de l'ordre-en-Conseil restreignant l'immigration sous contrat à moins qu'il ne soit établi à la satisfaction des autorités gouvernementales que cette main-d'œuvre est nécessaire au pays.

Il semblerait que tout le monde devrait approuver une mesure aussi juste et aussi à propos, cela paraît tellement naturel qu'avant de faire venir au pays des ouvriers étrangers sous contrat on soit bien certain que les citoyens canadiens aient le premier choix et soient appelés à remplir les positions vacantes, pourtant il n'en est rien, nombreux sont les cas que nous connaissons personnellement, de manufacturiers ou de grandes compagnies qui prétendent ne pouvoir trouver la main-d'œuvre experte (skilled labor) au pays pour développer leur industrie et s'adressent au Département de l'Immigration pour obtenir l'autorisation d'importer de la main-d'œuvre étrangère sous contrat. Dans la plupart des cas, l'enquête prouve que la raison invoquée — la pénurie de main-d'œuvre canadienne — n'est pas fondée mais que la raison principale est de payer des salaires moins élevés et d'avoir un surplus de main-d'œuvre disponible et plus docile par nécessité que celle originaire du pays.

Lorsque ces critiques proviennent de manufacturiers ou de compagnies dont les mesquins intérêts personnels ont été lésés par le refus du Département de l'Immigration de se rendre à leurs demandes, refus basé sur les conditions du marché de la main-d'œuvre et appuyé par cet ordre-en-Conseil interdisant l'importation d'ouvriers étrangers sous contrat, cela ne tire pas à grande conséquence et c'est plus ou moins excusable, la nature humaine, dans le siècle où nous vivons, devenant de plus en plus égoïste et le *struggle for life* étant de plus en plus âpre, mais lorsqu'on voit un président d'une société soi-disant "de charité" et philanthropique — comme la St. George's Society — venir dire que cet ordre-en-Conseil constitue une discrimination injuste qui est loin d'aider à la situation du marché du travail au Canada, on peut alors tirer l'échelle et demander où ces apôtres d'une immigration à outrance veulent en venir.

Nous ne pouvons que féliciter le président du Conseil des Métiers et du Travail de Montréal pour la verte réponse qu'il a faite à M. Saunders, le critiqueur en question. Au cours d'un article publié dans le *Star*, ces jours derniers, il commence par demander à ce monsieur s'il a jamais étudié cet ordre-en-Conseil et ce que celui-ci signifie pour la grande masse ouvrière du Canada. S'il l'avait étudié, dit-il, il n'aurait jamais fait la déclaration qu'il a faite, car cet ordre-en-Conseil a été passé par le gouvernement d'Ottawa pour protéger les citoyens canadiens contre les méthodes injustes de certains employeurs peu scrupuleux et loin d'être aussi patriotes qu'ils le clament en certaines circonstances.

Il relate ensuite certains cas particuliers, dont un a créé un débat assez animé lors de la dernière convention du Congrès des Métiers et du Travail au Canada: il s'agissait d'une maison importante de Toronto ayant des ramifications dans tout le pays et qui fit venir au pays des ouvriers étrangers sous contrat soi-disant parce qu'elle avait l'intention d'agrandir ses ateliers et d'augmenter son personnel, mais qui, par la suite, une fois ces ouvriers arrivés, ne trouva rien de mieux que de renvoyer la plupart de ses ouvriers canadiens parce qu'ils avaient un salaire plus élevé que ces nouveaux venus.

Il cite également d'autres cas, entre autres, celui d'une compagnie de construction qui fit venir de l'Europe centrale un certain nombre d'ouvriers européens qui prirent la place de nos ouvriers nationaux; et lors de la construction d'un vaste entrepôt dans la partie ouest de la ville, les entrepreneurs confièrent la direction des travaux à un surintendant importé des Etats-Unis et celui-ci, à son tour, insista pour n'employer que de la main-d'œuvre américaine importée sous contrat en dépit de la loi.

Le Travail Organisé ne s'oppose pas systématiquement à l'importation d'étrangers pour aider à peupler le Canada mais il continuera à insister pour obtenir de la législation qui protégera efficacement l'ouvrier canadien contre les tactiques déloyales et anti-patriotiques de certains employeurs qui cherchent par tous les moyens possibles à accumuler un surplus de main-d'œuvre et à encombrer le marché du travail afin de pouvoir dicter leurs volontés aux ouvriers en quête de travail.

"Charité bien ordonnée commence par soi-même" est une grande vérité qui a toujours sa place, surtout dans une question aussi vitale pour la prospérité du pays que celle-ci; s'il n'y avait pas de mesures restrictives à l'immigration, le pays serait inondé avant longtemps d'un flot d'immigrants qui, poussés par le besoin, s'offriraient pour une croûte de pain, feraient une concurrence injuste à nos ouvriers canadiens parce que la majorité des immigrants ont un standard de vie moins élevé que le nôtre et qu'inévitablement ils feraient baisser le standard de vie canadienne, ce que personne ne désire et ce serait pourtant ce qui arriverait.

Que ceux qui président aux destinées d'une société de secours, qui ont toujours plein la bouche de charité et de philanthropie, comprennent donc que plus nous aurons de chômeurs, plus la misère sera grande et plus on fera appel à leurs fonds. Leur propre intérêt serait donc de maintenir un équilibre bien balancé entre l'offre et la demande et de s'opposer à un influx d'immigration qui romprait cet équilibre et dont le résultat serait désastreux pour les nouveaux venus tout comme pour les citoyens du pays.

Les premiers à souffrir de ce déplacement dans le marché du travail seraient évidemment ceux dont le standard de vie est le plus élevé, ce standard s'élevant avec le pouvoir d'achat représenté par le salaire reçu, nos ouvriers canadiens en face de cette concurrence des nouveaux venus seraient contraints d'accepter un salaire moins élevé, la répercussion serait que leur pouvoir d'achat serait diminué d'autant: ayant moins d'argent, ils achèteraient moins, le commerce s'en ressentirait, les marchandises s'accumuleraient dans les maisons de gros et les entrepôts, et finalement les manufacturiers ne trouveraient plus de débouchés pour leurs produits, d'où stagnation générale dans les affaires et la ruine en perspective pour tous. N'est-ce pas ce que c'est un joli idéal?

Les nouveaux venus profiteraient-ils de cette situation? En admettant que lors de leur arrivée au pays sous contrat, ils jouiraient d'un gagne-pain assuré pendant un an ou deux, et après, une fois acclimatés, leurs besoins ayant grandi ils auront fait venir femme et enfants ou ils auront fondé un foyer ici, ils seront exactement dans les mêmes conditions que les citoyens du pays, et réclameront des augmentations de salaire, celles-ci leur seront tout naturellement refusées, ils feront donc grève sur grève, ils seront probablement moins endurants que nous le sommes. Qu'arrivera-t-il alors? Nous le prévoyons tous, la lutte entre le Capital et le Travail, les doctrines communistes se propageront, alors adieu la bonne et paisible vieille province de Québec, notre honnête et tolérante classe ouvrière sera débordée, nous aurons la lutte des classes dans toute sa hieure. Pour faire face à ce nouveau fléau, nos employeurs sans vergogne qui nous auront mis dans ce joli pétrin, importeront-ils une nouvelle armée d'immigrants pour prendre la place de ceux qui se seront mis en grève? Ils devront logiquement continuer cette

## L'harmonie universelle

Nous voulons la paix mondiale, désarmement d'abord dans nos foyers. Combien de gens qui n'ont jamais su faire régner la concorde sous leur toit s'étonnent de voir qu'elle ne règne pas dans l'univers. Pour une paille en croix, on se fâche, on s'injurie, on fait des scènes. Les portes claquent, la vaisselle vole en mille miettes, des éclairs d'acier scintillent dans l'air en même temps qu'éclate la foudre des haines sourdes et des colères violentes. Parfois, les coups de tonnerre sont sans conséquence désastreuse. Les arbres ne sont pas toujours électrocutés avec fracas, ni les églises incendiées. Mais si l'on pouvait suivre son sillage de feu sur la terre, dans les forêts, au sommet des montagnes, on verrait des traînées de cendre où poussaient des fleurs, des ruisseaux troublés jusqu'au fond de leurs lits de cailloux qui s'épanchaient avec des glouglous d'eau gazeuse de leur retraite fermée, des oiseaux tombés des nids et maints autres dégâts.

Après les querelles vient sans doute la réconciliation. On pleure, on s'embrasse, on se dit des mots tendres et l'on croit que tout est fini, on a même l'impression qu'on s'aime mieux qu'auparavant. Ne vous y trompez pas, "une lente morsure a fait le tour du verre, il est brisé, n'y touchez pas." L'âme reste marquée par ces pointes, ces traits méchants qu'on se lance sans raison et à tout propos, comme trouée par la petite vérole. Parfois, un de ses grands ressorts se brise, sans qu'on s'en soit aperçu. Vous vous apercevez qu'on ne peut plus aimer ceux qui vous ont insultés ou qui ont méconnu votre tendresse et votre dévouement.

Bah! ce ne sont que des mots! Autant en emporte le vent!... Ah! vous croyez que l'air frappé par des sons n'en garde pas l'impression. On pouvait avoir cette illusion avant la découverte de la radio. Si votre cœur avait autant de résonance que les ondes hertziennes, que de plaintes et de soupis insoupçonnés on en entendrait sourdre. Ce qui frappa votre tympan a eu une répercussion profonde dans notre être. Ne dites pas que les paroles passent par une oreille et sortent par l'autre. Peut-être, mais en faisant ricochet comme une pierre qu'un enfant lance dans l'eau "pour faire des crêpes" et qui produisent des perturbations sous forme de petites ondes claires, agitées, qui brisent la surface du miroir fluide. Vous savez que tout ce qu'on recueille ne tient guère, qu'une assiette fêlée casse au moment le plus inattendu. On nous soutiendrait que les Irlandais ne s'aiment jamais tant qu'après s'être battus, que les coups de poing les délivrent de leurs rancunes, que le sang cimente leur union. Leurs baisers sont peut-être une autre manière de se mordre. Ils ont bien tapoché les Canadiens-français dans

les cours, comme en Chambre, sans plus les priser pour tout cela. Il est sage de ne pas accorder aux mots plus d'importance qu'ils n'en ont, surtout quand ceux qui les disent se sont jetés hors d'eux-mêmes par la colère qui est une folie momentanée, mais encore est-il en notre pouvoir de considérer comme non avenue la bordée d'outrages et d'invectives qui vous tombe dessus et dont on reste irrémédiablement abimés. On s'efforce d'oublier, de passer l'éponge sur notre mémoire qui n'est pas une ardoise, où d'un coup de coudé, on efface tout ce qu'on a tracé d'une main indifférente, mais y parvient-on toujours? Malgré nos efforts pour ne plus nous souvenir de ce qui nous a humiliés et chagrinés, bien qu'on n'ait pardonné le mal qui nous a été fait, un ferment de rancune couve en un coin obscur de notre être et lèvera au premier jour.

Un soir, je m'amusais comme au cinéma à voir se profiler sur le mur d'une petite maison, à travers un rideau de givre en miraculeuses dentelles, les silhouettes sombres d'une femme, long à n'en plus finir, et d'une femme, courte, rondelette et qui portait tous ses cheveux ramassés en touque sur sa tête. Ils allaient et venaient dans la pièce, se prenaient à bras le corps, s'étreignaient puis se repoussaient. Je crus d'abord qu'ils dansaient. Ils tournaient, en se tenant les mains comme dans une chaîne de cotillon. Le grand dégingand esquissait d'étranges fantaisies chorégraphiques, une sorte de cavalier seul. Ses bras et ses jambes comme désarticulés, tantôt en cercles, tantôt rigides, semblaient ceux d'un grotesque poliche. Soudain, je le vis saisir une chaise par une patte, décrire un moulinet dans l'air et l'abattre sur la petite boulotte qui s'écrasa sur le plancher. Puis la saisit par la touque qui se déroula comme un serpent. J'entendis un cri aigu. Des châssis s'ouvrirent, des manches blanches s'agitèrent sur les allées des fenêtres, les voisins s'interpellèrent: "Qu'y a-t-il?... — Est-ce un meurtre? — Police! Police! — Non, c'est rien que le gars d'en haut qui bat sa femme. Il est arrivé saoul et a engendré chicane à sa femme qui est mauvaise comme un crin. Allez vous coucher, ne vous excitez pas! Ça lui arrive régulièrement toutes les semaines."

Les fenêtres se fermèrent, les stores se baissèrent et tout rentra dans le silence. Le lendemain matin, je vis des ombres chinoises en plein jour et réincarées. Lui, sortait de son logis, sa chaudière au bras, en sifflant, tandis que la malheureuse se traînait à sa suite, clopin-clopatant, la figure entourée de bandelettes, un oeil au beurre noir. Ils se séparèrent sans un mot à la rue

politique néfaste aggravant de plus en plus la situation et augmentant de jour en jour le péril. Il ne faut pas être prophète pour réaliser tout cela, nous en avons d'ailleurs un petit échantillon ici tout près de chez nous, il ne suffit que d'ouvrir les yeux pour s'en rendre compte; consultez la chronique des tribunaux, vous serez édifié; nos prisons et pénitenciers renferment plus d'étrangers que de nationaux; dans chaque coup de filet de la police, ce sont les nouveaux venus qui dominent; nous avons essayé les moissonneurs anglais, ils sont venus et repartis pour la plupart, mécontents et nous méprisant, nous en sommes bien débarrassés mais que ne nous ont-ils pas coûté en argent et en réputation?

Si l'on veut que le Canada reste un pays prospère, il ne faut pas que notre standard de vie soit rabaisé, il faut au contraire qu'il s'élève de plus en plus; pour cela, il faut que l'enveloppe de paie de l'ouvrier soit souvent en certains milieux: les pays les plus prospères sont ceux où les ouvriers sont bien payés, exemple nos voisins des Etats-Unis; les pays dans la misère où la famine et tous les fléaux de la création existent en permanence sont ceux où les ouvriers ne gagnent rien, exemple, la Chine, les Indes et tant d'autres. Voulons-nous que le Canada continue dans la voie du progrès, limitons l'immigration à ce que nous pouvons absorber normalement. Le Travail Organisé fait oeuvre éminemment patriotique en réclamant de la législation à cet effet. S'il faut adopter une loi de "quota", tout comme les Etats-Unis l'ont fait avec beaucoup de sagesse, imitons leur exemple, cela vaudra assurément mieux que d'écouter les clameurs des prophètes de malheur qui voudraient faire du Canada le dépotier des bas-fonds des pays d'Europe afin d'avoir à leur disposition un surplus de main-d'œuvre à bon marché. "On est plus obligé à sa peau qu'à sa chemise."

SOCIUS.

LES COOPERATIVES DE CONSOMMATION DANS LES VILLES DU CANADA  
Le *Canadian Co-operator* de novembre 1929 commente l'état arriéré du mouvement coopératif de consommation dans les grandes villes, qu'il attribue à l'ignorance de certains principes économiques. "Le moyen le plus rationnel de former une coopérative dans une grande ville", dit le *Co-operator*, c'est de borner ses efforts à l'organisation d'un seul quartier de la ville. Les ouvriers habitent généralement à proximité de leur travail. Il convient d'opérer le recrutement actif des membres près d'une usine. Les membres habitant trop loin pour permettre une livraison économique des objets doivent acheter comptant sans livraison ou se contenter d'une livraison plus lente, ou bien payer tant pour la livraison. Il ne faut pas trop compter sur ces clients éloignés pour assurer le succès de l'entreprise. Les quartiers voisins, en voyant le magasin si rationnellement organisé et l'escompte considérable qu'on y offre, ne tarderont pas à réclamer eux aussi des semblables magasins. Si l'on est sûr que les affaires le permettent, on peut alors établir des succursales dans chaque quartier ouvrier de la ville. C'est alors que l'effectif considérable et les capitaux placés permettent

l'établissement d'un magasin de nouveautés au cœur de la ville. Voilà, en vérité, le procédé qu'on a suivi dans plus d'un quartier ouvrier en Grande-Bretagne. De plus, les coopératives des grandes villes feraient bien, en vue d'accroître l'escompte, — le moyen d'achalandage par excellence, — de vendre du pain, du lait et du combustible, trois objets dont la vente appartient virtuellement à des monopoles, à cause de l'absence de concurrence quant aux prix et de la rareté des marchands établis dans le commerce de ces produits.

MGR. CURLEY ET LA PROHIBITION  
A une fête donnée jeudi soir dernier sous les auspices d'une société catholique, S. G. Mgr Curley, archevêque de Baltimore, dans les remarques qu'il fit, déclara: "Nous ne sommes pas ici pour célébrer le dixième anniversaire de la Prohibition. Nous ne sommes pas ici non plus pour la condamner. Nous n'avons nullement le désir de jeter de l'eau sur un rat qui se noie (We have no desire to dash water on a drowning rat). Décidément, cette pauvre prohibition évoque dans l'imagination des orateurs, les figures littéraires les plus... délégués."

transversale. Elle entra dans une pharmacie. Je la suivis, curieux de savoir comment elle prenait sa tragique aventure.

"Me voilà encore!" fit-elle à l'apothicaire. "Y m'en a donné une rince-œil que j'ai lue!" Je voudrais une bouteille de teinture d'Hérode et une cravatte qui marche toute seule et suit le mal, et du "pain de Killer" pour me remettre sur le piton. Je voudrais que vous me verriez le bas du dos, j'ai un bleu grand comme la main, sans compter qu'il m'a presque dévissé la hanche et arraché la crigine. Avec ça une coupure dans le creux du cou! Je souffre le martyre! Le gibier de potence! C'est le bouter, j'y réserve un chien de ma chienne. La prochaine fois, j'aurai le dessus. Je m'achète du poivre rouge, et je lui en jette dans les yeux, pis je lui envoie un coup de tisonnier sur la tempe. Je l'étends raide "fret" par terre." Un sourire cruel passa dans sa prunelle ensanglantée à l'idée de savourer enfin sa vengeance.

Et comme elle passait la porte avec ses drogues, elle tourna vers moi sa pauvre tête en fressure et dit:

"La prochaine fois, c'est lui qui viendra q'ri des fioles pour se retaper, prenez-en ma parole."

Quelle brute! fis-je, pris de pitié pour cette pauvre créature si mal équipée, cette brute devrait être mise sous les verrous...

"Elle n'est pas la seule dans le quartier", me souffla le commis pharmacien. "Celle-là est une femme d'ouvrier, mais j'en connais des couples du meilleur monde qui se battent comme chien et chat. Vous seriez surpris si je vous nommais de belles dames qui ne portent pas de giroflées qu'à leur bouquet de manteau. A trois heures, la nuit dernière, on est venu me chercher pour une mère de six enfants que le mari avait assommé d'un coup de bouteille. Le pis, c'est que les femmes se vengent. Dans l'ancien temps, elles subsaisaient les mauvais traitements comme une correction. Elles mettaient tout au pied de la croix et se résignaient à ce qu'elles croyaient être l'envers des félicités conjugales. Mais aujourd'hui qu'elles font du sport, qu'elles ont des muscles et des formes de jeunes deus, elles veulent utiliser leurs talents. Ça commence par de l'athlétisme et ça finit en jeux de chiens. Je connais des hommes qui filent doux devant leur épouse prise comme Carpentier... — Alors, la guerre n'est pas finie... — Je crois qu'elle n'a jamais eu de commencement et n'aura pas de fin. Lucifer s'est battu dans le ciel avec saint Michel. — Oui, le mauvais exemple part de haut... mais si nous réussissions à avoir la paix chez soi, ce serait, il me semble, un achèvement vers l'harmonie universelle."

JULIEN SAINT-MICHEL.

## LE CANADA RESTE CHAMPION DU BLE

Le championnat mondial du blé a de nouveau été remporté par le Canada à l'exposition internationale de bétail et de grains tenue à Chicago en décembre dernier. Cet honneur revient à M. Joseph H. B. Smith, de Wolf Creek, dont la ferme est située 140 milles à l'ouest d'Edmonton, Alberta. Treize autres championnats pour le bétail, le foin et les grains ont été aussi décrochés cette année par des Canadiens. Depuis dix-neuf ans que cette foire se tient, nos agriculteurs ont été quinze fois champions du blé. Dis-faites cette distinction est allée à la Saskatchewan, quatre fois à l'Alberta et une fois au Manitoba.

Il est bon de noter aussi qu'un autre honneur revient de ce fait à notre pays, car l'échantillon prisé est un blé canadien, le "Reward", variété créée à la Station agronomique centrale d'Ottawa et mise pour la première fois sur les marchés en 1928. C'est un croisement entre le "Marquis" et le "Prelude" et il mûrit en 100 jours, comparativement à 114 pour le "Marquis". La haute opinion que l'on s'était faite de ses qualités vient donc d'être confirmée.

Les quatre fois que le championnat du blé a échappé notre pays il a été remporté par l'état septentrional du Montana (Etats-Unis). Cette circonstance semble appuyer l'opinion des agronomes et des agriculteurs à l'effet que les régions méridionales de notre hémisphère doivent toujours se tourner vers le nord, et même vers les régions septentrionales éloignées, en vue d'obtenir la vigueur et la fécondité de leurs plantes et de leurs animaux.

## UNE BRASSERIE EN PLEIN OCEAN

Le paquebot *George Washington*, qui a transporté en Europe la délégation américaine à la conférence de Londres, est pourvu d'une petite brasserie qui fonctionne pendant les traversées, mais est démontée quand le navire pénètre dans les eaux territoriales.

Le directeur de l'United States Line, à qui appartient le paquebot a déclaré que le régime sec n'était nullement violé puisque le *George Washington* ne transporte pas de liqueurs et qu'aucun dispositif de la loi Volstead ne défend d'avoir à bord les appareils nécessaires à la fabrication de la bière. Il est piquant de rappeler que la délégation américaine avait décidé de s'embarquer sur le *George Washington* pour ne pas mécontenter les secs qui avaient déclaré que les délégués des Etats-Unis ne devaient pas donner la préférence à un vapeur britannique où la consommation de l'alcool n'est restreinte par aucune loi.

## Les assurances sociales

La vague populaire réclame des pensions de vieillesse, des assurances contre le chômage, l'invalidité et la maladie. Ces demandes sont le résultat direct de la transformation de l'industrie et des conditions économiques nouvelles sous lesquelles nous vivons. Tant que le Canada était plutôt un pays agricole et que la majorité de sa population vivait en campagne des produits de la terre, le besoin de ces assurances sociales ne se faisait guère sentir pour la raison bien simple que la vieillesse n'empêchait pas son homme de gagner son pain quotidien; le même raisonnement pouvait s'appliquer à l'ouvrier des villes, la petite industrie étant la règle générale elle ne cherchait pas à se débarrasser des ouvriers âgés dont l'expérience compensait en grande mesure leur ralentissement dans la production; comme le patron connaissait chacun de ses ouvriers, les ayant à son service depuis des années, il hésitait avant de renvoyer un vieil ouvrier, c'était le pain assuré. Mais aujourd'hui que les grandes compagnies industrielles ont remplacé le petit patron, le facteur humain et sympathique est disparu, l'expérience acquise par des années de travail est relégué au deuxième plan, c'est le siècle de la spécialisation et de la célérité. Une opération toujours répétée peut se faire en tant de minutes, ce qui est devenu essentiel, c'est de réduire le temps qu'elle prend afin d'activer de plus en plus la production. Le résultat, c'est que du moment qu'un ouvrier ne peut produire assez vite, il est impitoyablement remercié de ses services, c'est alors la misère et tout son cortège.

C'est une période de rajustement que nous traversons actuellement, l'industrie s'est transformée mais les conditions économiques sont restées les mêmes; on a avancé trop vite d'un côté tandis qu'on plétnait sur place de l'autre; puisque c'est l'industrie qui est directement responsable de cet état il est tout naturel alors que ce soit elle qui ait à faire face aux qu'elle a engendrés.

Ce qui paraît la méthode la plus efficace et la plus rationnelle aujourd'hui, c'est l'institution d'assurances sociales qui corrigent ces défauts de notre édifice social: assurons à l'ouvrier de quoi vivre dans les périodes de crise, de chômage, de maladie, d'invalidité et de vieillesse. Ceci admis, comment procéder? Il est logique que ce soit l'Etat qui prenne la responsabilité de cette mise en mouvement; nous sommes presque tous d'accord sur ce point mais les opinions diffèrent du tout au tout lorsqu'il s'agit de décider jusqu'à quel point l'Etat devrait contribuer financièrement au maintien de ces assurances sociales. Certains prétendent que c'est l'Etat qui devrait assumer seule toute responsabilité; d'autres favorisent un système contributif de la part de l'industrie et de l'ouvrier; ils prétendent et avec raison que cela enlève aux assurances sociales non contributives leur aspect de charité, que comme c'est l'industrie qui a créé ces conditions nouvelles et ce besoin, il est tout naturel que ce soit elle qui en supporte une partie des frais; que l'ouvrier, de son côté, devrait y contribuer durant ses années de plein rendement et de prospérité, se mettre de côté une poire pour la soif et s'habituer à pratiquer une saine économie au moyen de contributions prélevées sur son salaire à chaque jour de paie.

Voilà en quelques mots les deux grands courants d'opinion qui divisent ceux qui s'occupent de la question sociale. Il y a du pour et du contre dans les deux, il y a deux camps extrêmes aux antipodes l'un de l'autre. Il ne doit pas être impossible de trouver un juste milieu, c'est là ce que la commission qui, d'après le discours du Trône à Québec, serait nommée prochainement pour faire l'étude de ce problème social devra s'appliquer à trouver.

On reproche souvent au Travail Organisé de confiner son programme à lutter pour des augmentations de salaire et à la réduction des heures de travail, c'est faux; les statistiques nous prouvent qu'un grand nombre d'ouvriers n'ont pas attendu que les gouvernements bougent pour établir des pensions de vieillesse, des assurances de chômage, d'invalidité et de maladie; nous pourrions en citer plusieurs qui ont résolu ce problème par leurs propres moyens et par des contributions directes et bien spécifiées de leurs membres. Pour ne pas être taxé de partialité, nous prendrons en témoignage ce qu'en a dit M. Murray W. Lattimer, de l'Association américaine pour la sécurité dans la vieillesse, au cours d'une conférence tenue à New-York, l'an dernier, qui au cours du mémoire qu'il a présenté, mentionnait les faits suivants concernant les activités des unions ouvrières internationales dans les pensions de vieillesse et d'invalidité:

### LES PENSIONS OUVRIERES

Les dispositions des plans de pensions des unions ouvrières se résument généralement à ceci:

1. L'âge de la retraite est fixé à 60 ou 65 ans.
2. Pour avoir droit à la pension d'invalidité comme à celle de vieillesse, l'ouvrier doit compter de 20 à 25 ans d'affiliation ininterrompue à son actif, sauf s'il appartient à l'une des trois fraternités d'ouvriers de chemins de fer, alors qu'une seule année d'affiliation lui suffit. Les membres d'une année seulement n'auront bientôt plus droit qu'à la pension d'invalidité, car les fraternités ont fixé à 40 et 45 l'âge maximum d'affiliation aux caisses et à 65 ans l'âge de la retraite.
3. La pension est de \$25 à \$40 par mois. Cependant, les tailleurs de grand ne paient que \$10.00 par mois pendant six mois de l'année, et les pressiers \$4.00 par semaine.
4. Huit plans protègent les charges de famille du membre au moyen d'une indemnité de décès, et une union transfère la pension du membre qui décède à sa veuve. Les trois fraternités d'ouvriers de chemins de fer permettent à leurs membres d'acheter des annuités que leur veuve peut toucher advenant leur décès.
5. Dans huit cas, la pension n'est payable qu'au membre qui se voit dans l'impossibilité de subvenir à ses propres besoins par le travail. Dans quatre autres, la pension n'est payable qu'à une condition, la retraite.
6. A l'heure actuelle, les neuf organisations internationales et les six unions locales dotées d'un régime de pensions paient à 11,500 de leurs membres presque quatre millions par année.
7. M. Lattimer croit que quelques-unes de ces caisses syndicales sont dans un état précaire, car elles ne peuvent puiser à d'autre bourse qu'à la leur pour faire face à leurs obligations. L'encaisse actuel suffirait à peine pour payer les pensions pendant deux ans. Le nombre des pensionnaires s'accroît rapidement. Déjà, quelques-unes de ces unions se sont vues dans l'obligation d'augmenter les cotisations, quelques-unes plusieurs fois. Nous avons calculé la quote-part de l'ouvrier à différents âges. L'ouvrier qui devient membre d'une caisse à l'âge de trente ans et sion; à quarante ans il paiera de 3 à 30 pour cent; et à quarante-cinq ans de 2.27 à 27 pour cent. Plusieurs caisses présentent cette particularité: si plus du dixième de l'effectif survivrait à l'âge de la retraite, il est sûr qu'avec le régime financier actuel les fonds seraient insuffisants pour satisfaire chaque réclamation.

Sans partager entièrement les craintes de M. Lattimer en ce qui regarde les ressources financières des unions ouvrières, il reste un fait acquis, c'est que l'effort individuel fait par elles ne suffit pas à faire face à la situation qui s'aggrave de plus en plus à l'avenir, il n'est donc que juste et raisonnable qu'à cet effort on ajoute celui de l'industrie et de l'Etat; les unions ouvrières ont établi un mécanisme qui fonctionne bien, il s'agit de lui donner plus d'ampleur et d'y coopérer plutôt que d'en créer un autre à côté qui ferait double emploi probable ou qui tuerait l'initiative. Il ne faut pas que, parce qu'un membre d'une union ouvrière touche une pension de vieillesse de son organisation, pour laquelle il a payé durant de nombreuses années, il soit privé de la pension de vieillesse établie par l'Etat et à laquelle il aurait droit s'il n'en touchait pas une de son union; il ne faut pas que l'ouvrier prévoyant souffre du fait qu'il a été prévoyant, qu'il a créé un facteur puisant dans la prospérité du pays.

N'est-ce pas que l'étude des assurances sociales présente des horizons tout nouveaux auxquels bien peu pensent.

SOCIUS.

## SA LANGUE AVANT LA POLITIQUE

La *Gazette*, de Montréal, journal pourtant essentiellement conservateur, annonce qu'une souscription serait bientôt faite dans la province de Québec pour aider aux Canadiens-français de la Saskatchewan à s'organiser pour sauvegarder leurs droits à l'enseignement de leur langue, menacée par les récents édités fanatiques du premier ministre conservateur Anderson. Tout en commentant que le mouvement pourrait bien prendre une tournure politique, la *Gazette* admet cependant qu'il grouper des partisans dans tous les camps politiques "parce que", dit-elle, "chez les Canadiens-français, la langue passe avant la politique." C'est un bel hommage, volontaire ou non, rendu par le journal de la métropole, à la ténacité et à l'esprit de corps de ses compatriotes de langue française. — Le Soleil.

LE  
THE  
"SALADA"



Le seul journal ouvrier bilingue de la province de Québec. La meilleure arme entre les mains des travailleurs.



The only bilingual labor paper in the Province of Quebec. The most efficient medium laborers have ever had.

### The Montreal Building Trades Council

Is Making Excellent Progress. — Can Very Materially Help and Protect Workers in the Building Trades.

By BERNARD ROSE

The development of construction in and around Montreal, synchronized with the activities shown by the business representatives of the several building trades locals, who, early last year, decided that it was opportune to strengthen the Building Trades Council which, although in existence for some years, had not functioned as aggressively and continuously as it might.

Building operations have within the last year been so large, that the workers employed in the different building trades, have been able to command a reasonable wage scale and other conditions. They have also learned the advantage from the economic and occupational standpoint, of craft solidarity and a general understanding, that permits joint action being taken by the several building trades unions when the interest or welfare of any one local is affected.

The building trades are generally classed as those whose members are strongly organized and well paid. Work in the building trades being no longer seasonal, it is much easier to keep the men together and thus secure that cohesion and co-operation, which was hardly possible when work was intermittent and generally closed down with the beginning of the fall season.

It would appear from information available, that practically every local union belonging to an international organization the members of which are engaged in one of the several branches of the building industries, is now affiliated with the local Building Trades Council.

A strong building trades council will enable the constituent unions to bargain collectively with their employers both in the matter of wages, conditions, and recognition of their organizations. The Council can exercise in and on behalf of the component units, the strength that will enable it to secure consideration which would be refused a single organization. The Council will likewise be able to more effectively overcome the opposition due to the existence of organizations that are opposed to international affiliation.

As the Building Trades Council increases in strength and influence, will it be able to enforce those changes in the matter of better protection for the different crafts as well as enter into, and carry out agreements that employers will be compelled to respect. Since the majority of general contractors are members of the Builders' Exchange they cannot in any way object to their workers being members of the unions that make up the Building Trades Council.

The Council will be able to make wages paid, uniform throughout the district and likewise influence the rate paid throughout the province. When members of opposing organizations find that, through their solidarity, building trades unions forming the Council are able to get higher wages than they can, they will not permit themselves to be influenced by appeals to prejudices and interests other than those which affect their economic welfare. The Council will be able to bring pressure to bear, whereby the fair wage clause will not only apply generally and be part of the contracts accorded by Governments, institutions, or individuals but be uniform throughout a given territory so that the carpenter, plasterer, plumber, metal worker, bricklayer, will get the same wage in the smaller centres as he does in Montreal.

Every encouragement and support should be given the Building Trades Council, since the measure in which it succeeds in inducing employers to deal direct with international unions, will stimulate interest in trades unionism generally and enable those charged with organizing new unions, to increase their number. A strong Building Trades Council in any city or industrial centre gives not only organized workers, but even those who are not in unions, a feeling of confidence and self-respect, that does not prevail where the building trades are poorly organized and the union movement weak.

It is gratifying to learn that the representatives of the several locals affiliated with the Council are enthusiastic, since, and aggressive in the carrying out of their duties. There is still a lot to be done before the workers in the building and other trades get what they really deserve.

The enlightened employer appreciates the advantage of dealing with his workers through the agency of the union to which they belong. He knows that once an agreement is entered into it will be carried out and that the workers whom he engages or sent him, and who are members of an international union, will be the best in the industry or trade. He can thus, when tendering for contracts, do so with the assurance that having agreements with the unions, its representatives will in every way co-operate with him in securing the necessary number of employees and prevent the stoppages and suspensions which otherwise might occur.

Organized Labor in this city has helped very materially in raising wage standards and improving conditions. If it has not succeeded quite in the measure of the expectations of its leaders, it is because of the opposition they have had to encounter from several sources, and the division and dissension deliberately encouraged by certain employers and groups who, for reasons best known to themselves, do not favor the international form of organization.

It cannot, too often, be emphasized, that the worker has nothing but his skill and energy. That this skill and energy constitute his whole capital. That he must invest it to the best advantage. That he must use every legitimate means to secure the highest compensation he can for the exercise of his skill and the expenditure of his energy. That to secure this compensation and the consideration due him as a wealth producer, he must be able to bargain on more or less even terms with the employer, individual or collective. That to be able to so bargain, he must be a member of an organization that speaks for and represents the majority of the men in the craft or industry to which he belongs.

Those who are directing the Building Trades Council are entitled to praise for what they have already accomplished. They are deserving of the confidence and full support of their colleagues and the leaders of the movement. As they sense their strength, they will be able to more fully protect the workers in the building trades?

The organized employers engage professional and other experts to assist and advise them. A strong building trades council will be able to follow the example of the employers and from time to time, as the occasion arises, make representations not only to the employers, but the Legislature or Parliament, for such legislative changes as conditions require and will be to the advantage of the men who are society's best citizens, since their labor adds to the wealth of the community and enhances the prestige and beauty of the cities, and towns in which they are employed and live.

#### WISDOM

The increase of armaments that is intended in each nation to produce consciousness of strength and a sense of security, does not produce those effects. On the contrary, it produces a consciousness of the strength of other nations and sense of fear. Fear begets suspicion and distrust and evil imaginations of all sorts, till each government feels it would be criminal and a betrayal of its own country not to take every precaution, while every government regards every precaution of every other government as evidence of hostile intent. . . The enormous growth of armaments in Europe, the sense of insecurity and fear caused by them—it was those that made war inevitable.—Lord Grey.

#### CRIME IS FOSTERED BY LOW WAGE SYSTEM

Low wages breed crime, declares Raulph Kingsley, writing in the New York Times. He is an official of a crime insurance company. "According to the United States census," said Mr. Kingsley, "25,000,000 clerks, bookkeepers, factory hands, mechanics and day laborers average \$25 a week. This is a subsistence wage for a single man, but precludes marriage. "The reason that four-fifths of present-day American crimes are committed by youths between 18 and 25 years of age—as the Times recently stated—is that the wages paid to unskilled, unorganized young workers do not permit a sufficiently attractive normal life. "So long as we Americans have exploited the starved and suffering human bodies we shall continue to have hold-ups, theft, burglary, embezzlements and forgery."

—The United States Department of Labor reports that the Danish House of Commons recently passed a bill providing immediate relief for unemployed laborers.

### Honourable Thomas Ahearn

One of Ottawa's Pioneers and Prominent Citizens Who Has Materially Contributed to Its Development and Prestige.

By BERNARD ROSE

Ottawa is not only famous as the Capital of the Dominion, but the home of quite a number of Canada's most distinguished citizens.

Ottawa's population take things evenly. While a very large percentage are employees of the Dominion Government, quite a number are engaged in other callings and services, this giving the city an importance beyond that which it enjoys as the one in which Parliament meets, and the Government transacts its business.

Its growth in population and influence has been slow but steady. The citizens of Ottawa take pride in their city. Though aware that it cannot compare with Montreal, Toronto, and the other large centres, they have an affection for it, since it has an atmosphere different from that of other cities, due to its situation and the prestige it has acquired, because of it being the place in which the laws applying to the whole Dominion are enacted.

The Right Honourable William Lyon Mackenzie King has several very intimate friends who are resident in the Capital. He regards their friendship as the most priceless of all his possessions. He knows that in or out of office, he can count upon their splendid loyalty and support. One whom he holds in very high regard, although some years his senior but nevertheless as full of vigor and as robust in health as one several years his junior, is the Honourable Thomas Ahearn.

Mr. Ahearn is one of the few that can boast of having been born in the Capital as far back as 1855. He was a growing lad when the British North America Act was passed and Ottawa decided upon as the Capital of the Dominion.

Being of an optimistic temperament, he no doubt foresaw the great development which his native town would undergo. Possessed of the ambition which we look for in the virile young Canadian, he made up his mind, that he would take an active part in the development of the place that was destined to become not only a beautiful city, but the abode of the law makers.

After getting a sound education, he became a telegraph operator. Study of the careers of a number of eminent men in the United States and the Dominion, shows that they began life as either telegraph operators or teachers.

Mr. Ahearn worked in Ottawa and New York. At the age of twenty-five he became a manager of the Bell Telephone Company in Ottawa. He decided that contracting offered a much better field than remaining as Manager of the embryo telephone company and entered into partnership with Warren Y. Soper under the firm of Ahearn and Soper. The members of the firm who carried on business as electrical engineers and contractors lost no time in

getting to work. They very quickly acquired a splendid reputation as a concern that could be relied upon to carry out its contracts. Their reputation was more than Dominion wide and they constructed and equipped some of the largest electric works in Canada.

Their activities largely contributed to the electrification of more than one city, town and village in the Dominion. What the firm's customers liked about the senior member, was his geniality. He was always pleasant and once he made a promise, it was kept religiously.

The men in the company's employ were very fond of the Chief because they knew that he was fair, and ready to recognize ability and give those who deserved it, an opportunity. Being of a generous disposition, he was always ready to make allowances for occasional delinquencies. Quite a number can testify to his kindness and when one studies his features, we at once make up our minds that we are in the presence of one who is kind, personified, and whose friendship is a jewel worth having.

As the operations of the Company grew in extent and magnitude, like all busy and successful men he was prevailed upon to become associated with enterprises necessitating a knowledge of organization and executive ability. He was one of the founders of the Ottawa Electric Light and Power Company. This became in 1893 the Ottawa Electric Company and both were absorbed subsequently by the Ottawa Light, Heat and Power Company.

Mr. Ahearn made municipal transportation history, since he was the founder and President of the Ottawa Electric Railway Company—the first venture of its kind in Canada. Its success solved the problem of operating in Canada an electric service on wheels during the winter season. He, his firm, and the enterprises with which they became associated very substantially contributed to the good of the city and the comfort of its population.

The Ottawa Street Railway, the Ottawa Light, Heat and Power Company, are looked upon as very efficiently administered public utility institutions. Concurrently with the growth of the city, they have expanded. This expansion is due to the initiative and civic spirit of one of Ottawa's best known and popular citizens in the person of Mr. Ahearn.

Mr. Ahearn is also the President of the Ottawa Land Association, and the Ottawa Car Manufacturing Company. He is a Director of the Canadian Westinghouse Company; the Bell Telephone and Northern Electric Company; the Bank of Montreal, and the Royal Trust. He still retains the office of President of Ahearn and Soper Limited.

When Parliament decided to contribute to the beautifying of the city and it was suggested that a commission be

formed to prepare plans, and carry out improvements, Mr. Ahearn was offered and accepted the Chairmanship of the Federal District Commission. The result of its work can be seen by those who have occasion to frequently visit and compare the changes that have taken place within the last few years. Mr. Ahearn and his colleagues are determined to do all they can to make Ottawa not only a centre of interest and attraction for outsiders, but one of the most beautiful cities in the world.

Although on many occasions asked to accept the highest honors within the gift of his fellow citizens, Mr. Ahearn was content to devote his time to the institutions and enterprises of which he was a valuable member or director.

He finally succumbed to the importunities of his esteemed friend the Prime Minister, who, anxious in some way to manifest his appreciation of the services he had rendered the Community and nation, and likewise the high regard in which he was held, induced him to become a member of His Majesty's Canadian Privy Council. He became the Honourable Thomas Ahearn on January 10, 1928. Throughout his career, he has worked diligently and cheerfully. He has a good deal in common with one of his colleagues on the Privy Council, (likewise an intimate friend of the Prime Minister), the Honourable Mr. Larkin, High Commissioner of Canada in London. Both have succeeded because of their own efforts, and both are respected and admired for their integrity and love of country. They represent a very splendid type of Canadian and their careers worthy of emulation by the aspiring young citizenship of today.

The Honourable Mr. Ahearn is a member of the American Institute of the Electrical Engineers, Old Time Telegraphers, and Pioneer Telephone Associations.

When he becomes reminiscent, he no doubt looks back with a certain degree of pride and pleasure, to the days when with youthful enthusiasm he presided over the keys and transmitted messages by the Morse alphabet. His recreations are few and simple. Work of course, is his principal one, but he occasionally likes to play a game of golf. He is a member of the Ottawa Golf Club, the Hunt Club, in the same city, and its Country Club. He is also a member of the Rivermead Golf Club, the Rideau Club and the Mount Royal Club of Montreal. Whenever he visits any one of these several social centres, he receives a right royal welcome. Young and old look upon the Honourable "Tom" Ahearn as one of Ottawa's most distinguished and popular citizens. They like him not only because of his wealth and generosity, but the many excellent qualities that have earned him the esteem, respect, and friendship of Canada's prominent citizens in all walks of life.

### Pioneer Days vs Present Days

By ERNEST PITT

There are a number of writers lately who deplore the age of luxury in which we are living. They believe we have degenerated considerably since our forefathers opened up the country in which we now live.

One is tempted to wonder if they are not at least partly right, when we look back and think of the stubborn hardihood of the men who accompanied Jacques Cartier, Champlain, Maisonneuve and other great pioneers. Those who hurry past the Maisonneuve monument on Place d'Armes seldom stop to think of the days when he trod the soil of Montreal island with savages lurking behind every other tree ready to attack and scalp; when colonists had one hand on the plough and the other on a gun.

The passing of the Indian menace did not mean the passing of hardships. Early colonists had to hew for themselves homes out of the forests. One of the conditions of large grants of land to the Seigneurs was that they must build sawmills and grist mills for the benefit of the colonists and many of them carried sacks of wheat on their backs miles to be ground into flour, and then carried the flour back home.

The comparison is equally striking when we listen to people grumbling at a few bumps or a little dust on our roads, and think back to the forest trails along which our forefathers travelled which, thanks to an aggressive Minister of Roads, have been transformed into speed ways. Or when we compare the canoe transport of men like Duluth, LaSalle, Fraser, Thompson, Simpson and their many less famous colleagues, who paddled across this continent and down the Mississippi River, with the fast pullman trains and luxurious boats of today.

On the other hand, the idea of degenerate moderns gets a severe jolt when there comes a crisis like the great war, and we find our modern men and women as well able to measure up to the most severe standards, as were the pioneers of a couple of centuries ago. Although we work and live in luxury, we work at a speed and at a high pressure that our forefathers never knew, and even play faster than they ever thought.

Whatever else the comparison proves, however, it does demonstrate that we, in cities like Montreal, are living in times of rapid progress, and of golden opportunities. In 1851, less than a century ago, Montreal had a population of 57,715. Today it is well over a million, and indeed, the annual increase

in population today is greater than the total population was then. King Midas would surely seem to be among us with his golden touch, as we see the huge buildings, the up-to-date shops, sanitary factories and bright offices, going up bigger and better every month, to say nothing of the comfort and convenience, from light to radio brought into our homes by electricity. Opportunities are knocking at every door calling on people to help in the flow of civic and national progress, and indeed, we work day after day on the biggest business opportunity that can be found, an opportunity which is open to rich and poor alike, although perhaps in different measure. To whomsoever will make the first sacrifice, land can be got at prices to suit every purse, rendered so useful as to carry itself without further cost, and ultimately is bound to bring a worth while profit. If a small profit in a short time satisfies you, there are many opportunities, and if you prefer to look for a big ultimate profit, there is hardly a piece of land anywhere in Montreal or in its immediate neighborhood which is not inevitably destined to have a high value ultimately. And the advice of experts is freely available from any of the most reliable brokerage houses in the city.

LABOR LIFE INSURANCE HOLDS ANNUAL MEETING Union Cooperative Elect Ford President

At the annual meeting of stockholders of the Union Cooperative Insurance Association, held January 16th, at the home office of the company, 1200 Fifteenth Street, N. W., Washington, D.C., Charles P. Ford, the former Vice-President was advanced to the presidency, succeeding the late James P. Noonan, who died very suddenly in December 1929.

William F. Kelly, a trustee, succeeds Mr. Ford as vice-president, and H. H. Broach, recently elected President of the International Brotherhood of Electrical Workers, in which office he succeeded the late Mr. Noonan, was added to the board of trustees.

Reelections were the following: G. M. Bugniazet, secretary-treasurer; Daniel F. Cleary, G. M. Bugniazet, William F. Kelly, Bernard A. O'Leary, Charles P. Ford and T. C. Vickers are trustees.

The surplus of the company was increased during 1929 by more than \$100,000, making a total capital and surplus of \$361,000. Insurance in force as of December 31, 1929, was announced as \$2,000,000. The company is also declaring a 5 per cent dividend to stockholders.

This closes the fifth year of business of the company.

LABOR PLEA TAKEN TO U. S. EMBASSY

An Associated Press dispatch from Tokio says that disputes between American employers and Japanese labor in Japan were brought to official notice with the visit to the American embassy of Ikuo Oyama, president of the Farmer Labor party, one of the radical proletarian groups.

Oyama sought intervention of American officials in the labor troubles at Osaka, where the General Motors Corporation of Japan in December closed down an automobile assembly plant, throwing 280 laborers out of work. The embassy was unable to act, Oyama was told.

AUSTRALIAN LABOR ABOLISHES DRAFT PLAN

Compulsory military training, the keystone of Australian defense for nearly 20 years, has been abolished by the new Labor party government, according to Associated Press cables. A voluntary militia system will be substituted.

During the world war organized labor in that country defeated, by a nationwide referendum, two attempts to set up conscription.

### The Dangerous Propagandas

CO-OPERATION OF THE RADICAL AND CONSERVATIVE PROGRAMS

All Dictators Seek Publicity Control—Between the Grinding Mills of Extremes Sanity is Extinguished.

By WILLIAM ENGLISH WALLING

Author, American Labor and American Democracy and Other Books

Mr. Walling, whose writings for this newspaper and other newspapers affiliated with International Labor News Service, on January 9 addressed the Institute of Statesmanship at Rollins College, Winter Park, Fla., delivering there such an outstanding and remarkable contribution on the burning issue of propaganda as to arouse the keenest interest. Mr. Walling's address gets to the heart of one of the tremendous propaganda issues of the day. We are privileged to reproduce the entire address, beginning in this issue and continuing through subsequent issues.

PART II

Now for a few illustrations of this confusion. Two years ago the failure of the aggressive diplomacy and threats of force employed by President Coolidge and Secretary Kellogg in Mexico demanded a reversal of our Mexican policy and the displacement of the American ambassador by a man of the opposite type. Our presidential election was approaching. The interest of the Republican Party organization was well as the interests of the international bankers and Wall Street demanded a change. The ablest and most influential man obtainable was needed for the job. And it was fortunate that a man who was at once Mr. Coolidge's advisor and a member of the firm of J. P. Morgan & Co. was ready to retire from business, enter public life and accept the appointment. The fact that such a man was appointed meant that the Kellogg-Sheffield policy had been reversed in Washington before Mr. Morrow started out for Mexico. The fact that he accepted, in view of the influences behind him, was a guarantee of his success—unless Mexico made it impossible, and there was nothing in the record of Calles or Obregon but consistent friendship to this country.

Mr. Morrow is of course a one hundred per cent conservative, with a one hundred per cent record of efficient service to Big Business as corporation lawyer and Wall Street and international banker. He has never been elected to any office and is not known to the public by any liberal utterance to the smallest degree divergent from his long-life record of service to the corporations and the banks. His able and successful execution of his orders in Mexico, valuable as it has been to this country as a whole, has been still more valuable to the conservative wing of the Republican Party and to the financial interests involved in the mess in that country.

#### Appointment Once Would Have Meant Storm

Until recently it has not been customary in this country to appoint high financiers to high office. A generation ago such an appointment would have been overwhelmingly turned down by the United States Senate. Fifteen years ago, before the war, there would have been a nation-wide outcry and the Roosevelt, Wilson and La Follette progressives would have defeated Mr. Morrow's confirmation in the United States Senate—or rather he would never have permitted his name to reach that body. And even two years ago there was much doubt and no enthusiasm among the Western progressives.

However, Mr. Morrow was confirmed by the Senate and, fortunately carried the great bulk of public opinion with him into Mexico. Under these circumstances even the radicals were justified in welcoming his appointment. But they did not stop at that. They hailed Mr. Morrow as a liberal one of the nation's leading liberals, and a leading New York newspaper even presented him as the leading liberal of the country. A small volume could be filled with their articles and editorials praising Morrow to the skies, not merely as an efficient ambassador but as a liberal. Yet not only was there no single word or act in Morrow's record to justify this appellation, but his high position in the inner citadel of financial and political conservatism made him of necessity a leading opponent of the progressive movement. The unanimous and strong approval given him by the reactionary press settles that question. The liberals and radicals of the news distributing, opinion-shaping, and idea-promoting centre of America have the same attitude towards all the leading spokesmen of American high finance who choose to call themselves liberals. The other day Mr. Otto Kahn, refusing to act as treasurer of the Republican Senatorial Committee, apparently because of progressive protests, wrote of himself—"though a Wall Street man, I am reputed to be a liberal as indeed I am." Far from questioning this pronouncement the liberal morning paper, edited by a man who was one of the founders of the leading liberal weekly, appeared with an apology and endorsement. Yet a few years previously Mr. Kahn had publicly stated that the American Navy should be used to collect private loans to foreign countries which are approved by the State Department—and nearly all such loans are so approved by an extra-legal practice the pretext for which was furnished, at first legitimately, by the war. Also Mr. Kahn returned from Italy a year or two ago to say publicly that since he always worshipped at the shrine of true greatness he had been worshipping at the shrine of Mussolini.

#### Leading Financiers Called Liberals

In fact, nearly all the leading spokesmen of international finance, while accepted by the conservatives as conservative, are being dubbed liberal by these organs of liberal and radical opinion. It is true that those financiers who operate across international boundaries often have a broader vision than other leaders of Big Business; it is true that they are ready to throw over much of the traditional impedimenta of reaction as doctrines or practices that have become superfluous. But to call them internationalists or liberals is to open the postern gate and invite the arch leaders of conservatism to come in and take charge of the citadel of progress. This, as a matter of record—incredible as it may seem—is exactly what the most radical of our liberal weeklies has done in a recent issue when it says, "If Mr. Morrow does remain in the Senate we venture the prophecy that he will be favorably considered for the presidency in succession to Mr. Hoover by the progressives of that body."

This liberal organ reckons without its host. In fact, it is the habit of the radical intellectuals to reckon without their host, a habit necessitated by their complete divorce from every organized democratic movement, especially if west of the Hudson River; and this habit gives the key to their frequent working entente with the self-styled liberals of high finance and the resulting near monopoly of New York—controlled opinion.

To return to Mr. Morrow and the Senate progressives. The United States Senate reflects in high degree the organized democracy of America. A majority of its members, mostly progressive, are looking effectively after the interests of the organized farmers. Thirty-nine of the ninety-six, all progressive as to most questions, have proven by their records that they can be relied on without exception by Organized Labor. If Mr. Morrow has any number of friends among these Senate progressives, unless on the very fringe, represented by Senator Borah, there has been no evidence of the fact.

The progressive attitude is very well summarized by the weekly, "Labor," which has helped materially to elect several of the progressive Senators. After paying justifiable tribute to Mr. Morrow's achievements in Mexico, "Labor" asks: "How will Morrow carry himself in the Senate? Will he play errand boy for 'Big Business,' like Reed of Pennsylvania, or will he justify the claims of his admirers and reveal a liberal streak?"

#### Labor Answers Own Question

To these questions "Labor" gives what is undoubtedly the progressive answer: "He (Morrow) was supposed to be the power behind the throne during the Coolidge administration. That's not reassuring. He can't be more reactionary than Edge, and he has more ability than either Edge or Baird. So the country won't lose anything by the change."

This brings us to the practical effect of this reactionary-radical entente and propaganda. I have already referred to the fact that it favors radical but ineffective Socialism over moderate but effective labor unionism, the British Labor Party over Western American progressivism, and even shows a benevolent neutrality towards the utterly mendacious and unprincipled propaganda of that arch-enemy of American democracy, labor and progress, the Soviets. The Soviets are not approved, but little if any check is placed on the unfair, one-sided and under-handed use of our press and periodicals by their propagandists, who are thus able to overwhelm the necessarily unorganized opposition, both as to the amount of space used and as to the ability of the propagandists mobilized—directly or indirectly—by Moscow.

#### GERMAN LABOR ASKS REMOVAL OF BAN ON FOREIGN LOANS

At a joint meeting in Berlin of the executive committee of the Socialist party and the Federation of Labor Unions which discussed the situation caused by the constantly increasing unemployment, a resolution was adopted demanding the immediate removal of all restrictions against the influx of foreign capital which Germany might get in the way of long-term loans.

They alone, the resolution says, would relieve the present stringency, and the capital could be used by communities and the Public Credit Institute to place orders with the building and auxiliary industries.

Germany's unemployment figure has reached that of last year, with 2,050,000 receiving relief from unemployment insurance funds.

#### VANCOUVER LABOR AWAKE

Asbestos workers and glass blowers of Vancouver, B. C., are organizing. Butcher Workers have perfected their union and are now

Wine Canadian Melchers Croix d'Or. La boisson la plus saine. Fabriqu      Berthierville, Qu  , sous la surveillance du Gouvernement f  d  ral, rectifi   quatre fois et vieill   en entrep  t pendant des ann  es.

Melchers Distilleries Limited. Gros: 40 onces \$3.65. Moyens: 26 onces 2.55. Petits: 10 onces 1.10.

Justifies Canadian Labor's Stand on Immigration

That it is high time for the Canadian Government to bring its immigration policy more in line with that advocated by the Trades and Labor Congress and to ignore the clamor of the boosters of immigration for the sake of keeping up an oversupply of cheap labor is the inference which fairly jumps from the report entitled "Origin, Birthplace, Nationality and Language of the Canadian People," just issued by the Dominion Bureau of Statistics.

LABOR QUERIES ?

Q.—When was the Journeymen Tailors' Union organized? A.—In 1883. It is the oldest of the present organizations in the garment trades.

The Worker's World

—A petition for a resolution calling upon Congress to amend the Constitution to give Congress power to regulate the hours of labor and make them uniform throughout the country has been presented to the clerk of the Massachusetts House of Representatives by Charles H. Morrill of Haverhill through Representative Philip H. Stack.

From our Readers

RAILROAD PUBLICITY BENEFITS CANADA Montreal, January 28, 1930. Editor, Labor World, Sir: Our great transportation systems perform entirely without charge to the Canadian public, a very valuable service. It is one that is the means of directing interest to the several provinces and Dominion which benefits both. It arouses interest in our country, people, history, resources, and opportunities. It is an excellent educational agency, and enables our neighbors to the South to become more fully conversant with the great country to the North.

AT THE PLAYHOUSES

AT THE IMPERIAL "Pointed Heels," a Paramount all-talking production, will be the feature film offering at the Imperial Theatre, commencing Saturday. William Powell and Helen Kane occupy the leading roles and are assisted by Skeets Gallagher and Fay Ray.

Le Monde Ouvrier-The Labor World

Unemployment is general in Germany, according to press cables from Berlin. Out-of-works total more than 1,750,000 or 70,000 more than there were at this time last year. The destitution is resulting in wild demonstrations and hand-to-hand fights with the police throughout that country.

IMPERIAL OIL LIMITED. USMC. United Shoe Machinery Co. of Canada, Limited. MONTREAL. TORONTO, KITCHENER, QUEBEC. Smoothtop. A better gas range at a popular price. Made in Montreal by Canadian workers.

Wear SPRING-STEP Rubber Heels. Our Leading Amusement Places. Dans nos Th  atres. Capito Entertainment. More than a Theatre A National Institution. ALWAYS SOMETHING GOOD LOEW'S The Union-Right Through Million Dollar Playhouse. PALACE "GENERAL CRACK" Warner Brothers' Production. IMPERIAL "POINTED HEELS" A Paramount All-Talking production. GAYETY. DARK CURTAIN. Nouveau NATIONAL. COMEDIE MUSICALE ET VAUDEVILLE. THE MIDWAY THEATRE. FRAN  AIS. HOWARD SMITH PAPER MILLS, LIMITED. POWER CORPORATION OF CANADA. SUN OIL COMPANY.